



« LE MUR FISCAL » ET AU-DELA : LE SECOND MANDAT DU PRESIDENT OBAMA

Denis Lacorne *

Pour Tocqueville, le point de départ de la démocratie américaine prend place en Nouvelle Angleterre, avec l'arrivée des premiers pèlerins. Ceux-ci, parce qu'ils étaient « tout à la fois d'ardents sectaires et des novateurs exaltés », surent « combiner merveilleusement » deux éléments distincts : « l'esprit de religion et l'esprit de liberté¹. » Ce récit providentialiste, inventé par les historiens de la Nouvelle Angleterre, repris et élaboré par de grands historiens comme George Bancroft, au XIXe siècle, reste toujours actuel pour les conservateurs américains qui, depuis Reagan, et Bush père et fils, ne cessent de faire référence à la Jérusalem biblique, ou à la "Cité sur la colline" tant vantée par les puritains, à commencer par le plus célèbre d'entre eux, le Gouverneur de la colonie de la Baie du Massachusetts, John Winthrop.

Mais il existe aussi un autre récit de la création de la démocratie américaine, celui qu'imaginèrent les "Pères fondateurs", c'est à dire les rédacteurs des premiers textes républicains de l'Amérique du Nord : la Déclaration d'indépendance, les Constitutions républicaines des 13 colonies indépendantes, la Constitution fédérale de 1787 (ratifiée en 1788), le Bill of Rights de 1791. Ce second récit fondateur, inspiré par les grands principes

¹ Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique* (Préface de François Furet), Livre I, ch. 2, « Du point de départ et de son importance pour l'avenir des Anglo-Américains », Paris, Garnier Flammarion, 1981, p. 103.

libérateurs de la philosophie des Lumières, est manifestement celui que privilégie aujourd'hui Barack Obama². La "Cité sur la colline" n'est pas son histoire à lui, alors qu'elle était revendiquée par son rival malheureux, Mitt Romney. Il est vrai que Joseph Smith, le fondateur et "prophète" du mormonisme, avait tenté de créer une Nouvelle Sion au lieu-dit "independence" dans le Missouri, pour mieux préparer la parousie prochaine du Christ. Les mormons avaient donc quelques affinités théologiques avec les premiers puritains.

Le projet politique de Barack Obama, affirmé dans le discours inaugural de son second mandat, le 21 janvier 2013, a pour objet d'approfondir la portée du message libérateur de la Déclaration d'indépendance qui est, d'abord, une déclaration de droits : « Nous tenons pour évidentes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur ». Le "Créateur" de ces nouveaux droits naturels n'est pas le Dieu jaloux de l'Ancien Testament ; il ne condamne personne et se préoccupe peu des contradictions de l'histoire : du fait, par exemple, que l'égalité est proclamée, au moment même où l'esclavage persiste dans une bonne moitié des Etats-Unis. Ce Créateur symbolique et discret, qui ne pèse pas sur la volonté des hommes, est la figure même du Grand architecte de l'Univers, dépeint par Voltaire et les déistes de l'époque des Lumières. La seule autorité suprême reconnue par Jefferson, l'auteur de la Déclaration d'indépendance, est le peuple lui-même. D'où ce commentaire de Barack Obama à propos de ce texte fondateur : « l'histoire nous dit que ces vérités, sans doute évidentes, ne sont pas auto-réalisatrices ; que la liberté, ce don de Dieu, doit être garantie par Son peuple, ici sur la terre. Les patriotes de 1776 n'ont pas combattu pour remplacer la tyrannie d'un Roi par les privilèges d'une minorité... Ils nous ont donné une République, un gouvernement du, par et pour (le) peuple, engageant chaque génération à préserver notre credo fondateur³. »

Comment situer la marche de l'histoire ? Comment identifier les progrès politiques annoncés

² Sur ces deux récits fondateurs, voir, D. Lacorne, *De la religion en Amérique*, Gallimard, coll. « Folio essais », 2012 (édition révisée et augmentée).

³ « Obama's Second Inaugural Speech », *New York Times*, 21 janvier 2013

par le langage performatif de la Déclaration d'indépendance ? Barack Obama mentionne dans son discours inaugural trois étapes clés -- Seneca Falls, Selma et Stonewall--, qui font le lien entre le passé et le présent et marquent l'approfondissement de la quête du plus fondamental de tous les droits, l'égalité. Seneca Falls est le nom de la petite ville de l'Etat de New York où se réunit la première convention des droits de la Femme, le point de départ du mouvement féministe, en 1848 ; Selma évoque les premières grandes marches pour les droits civils de Selma à Montgomery (Alabama), en 1965 ; Stonewall, est le nom d'un hôtel gay de Greenwich Village qui fut pris d'assaut par la police de la ville en 1969, le point de départ du mouvement gay aux Etats-Unis.

Cette passion pour l'égalité manifestée par Obama a des accents tocquevilliens. Tocqueville, rappelons-le, croyait voir « de plus en plus, dans l'égalité des conditions, le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre », le « point central » de toutes ses observations sur l'Amérique⁴. L'égalité est bien le « fait générateur » de l'idéologie progressiste défendue par Obama. Elle est rendue possible par la conquête de nouveaux droits et la mise en place, modeste il est vrai, de nouveaux mécanismes de redistribution des revenus. Cette vision progressiste du développement de la société américaine s'oppose radicalement à celle des adversaires républicains du président -- Mitt Romney et Paul Ryan-- qui ne cessèrent, pendant la campagne présidentielle de 2012, de dénoncer les abus de l'Etat -Providence et les excès des profiteurs de la manne fédérale : les « *takers* », ceux qui ne payaient pas d'impôts, et qui, prétendait Mitt Romney, représentaient 47% des Américains.

Refusant l'opposition simpliste entre « producteurs de richesse » et « preneurs » des aides sociales (ces fameux *moochers*, parasites ou pique-assiettes, dénoncés par Ayn Rand, la grande inspiratrice du mouvement de la *Tea Party*)⁵, Barack Obama précisait : « Il nous faut reconnaître... que nous sommes tous susceptibles, à un moment de notre vie, de perdre un

⁴ Alexis de Tocqueville, « Introduction », *De la Démocratie en Amérique*, op. cit., p. 57.

⁵ Pour plus de détails sur ces aspects de la campagne présidentielle, voir Denis Lacorne, « Obama et Romney, deux versions du rêve américain », *Le Débat*, n° 173, janvier 2013 (à paraître).

emploi, de nous absenter pour des raisons de maladie, ou de perdre notre maison, détruite dans un ouragan. Nos engagements réciproques, grâce aux programmes d'assurance maladie (*Medicare* et *Medicaid*), grâce aux retraites fédérales (*Social Security*), ne détruisent pas notre sens de l'initiative ; ils les renforcent. Ils ne font pas de nous une nation de bénéficiaires (*takers*) ; ils nous libèrent, pour prendre les risques qui font de ce pays un grand pays⁶». L'esprit d'entreprise, la prise de risque, le marché, dans cette perspective, sont pleinement compatibles avec les bienfaits de l'Etat-Providence.

L'inauguration du Second mandat de Barack Obama offrait une remarquable célébration de la diversité américaine, déclinée sous tous ses aspects : ethniques, culturels, religieux, générationnels et sexuels. Les préalables au discours présidentiel, la bénédiction, l'invocation, les serments constitutionnels, les chants patriotiques réunissaient, dans un savant équilibre multiculturel, des Hispaniques (le révérend Luis Leon, le recteur de St John's Church, l'église épiscopaliennne de Washington DC, la juge de la Cour Suprême, Sonia Sotomayor), deux Afro-Américaines (Myrlie Evers-Williams, dont le mari fut assassiné lors d'une marche des droits civils en 1963 au Mississippi, et la chanteuse Beyoncé), un poète ouvertement gay, d'origine cubaine (Richard Blanco), des hommes et des femmes, des laïques et des pasteurs... Aucun de ces groupes n'était oublié dans le discours de Barack Obama. En 2009, dans son premier discours d'inauguration, il avait déjà innové en défendant une conception large de la citoyenneté qui incluait toutes les grandes religions : « Nous sommes, disait-il alors, une nation de chrétiens et de musulmans, de juifs et d'hindous, et de non-croyants ». Jamais le sujet de la non-croyance n'avait été abordé si ouvertement par un président en exercice (voir à ce propos l'article d'Amandine Barb). En 2013, la marche de l'égalité poursuivi par Barack Obama franchissait une nouvelle étape, elle aussi sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis, lorsque le Président réélu insistait pour inclure dans le cercle privilégié de « Nous, le Peuple » (les premiers mots du préambule de la Constitution fédérale) « nos frères et nos sœurs gay », qu'il faut désormais accueillir

⁶ « Obama's Second Inaugural Speech », *op. cit.*, 21 janvier 2013.

les bras ouverts, dans le respect complet de leur égalité avec les autres citoyens. Or, cette marche pour l'égalité est loin d'être achevée. Elle atteindra son apogée lorsque les plus méritants des sans-papiers disposeront un jour de la possibilité d'accéder à la naturalisation et deviendront des citoyens comme les autres. Cette possibilité est annoncée par Barack Obama, sous l'image séduisante de ces « jeunes, brillants étudiants et ces ingénieurs qui (rejoindront) notre main d'œuvre au lieu d'être expulsés de notre pays ». Une grande réforme de l'immigration est effectivement annoncée. Servira-t-elle les démocrates autant qu'ils l'escomptent⁷ ? Rien n'est moins sûr car les républicains modérés qui soutiendront la réforme misent, eux aussi, sur le vote latino et n'hésiteront pas à soutenir des élites issues du monde hispanique (voir l'article d'Audrey Célestine). Reste à régler la question, combien complexe et politisée, du déficit et de la dette des Etats-Unis. En refusant de céder, et en réussissant à imposer une hausse (très modeste) des impôts des Américains les plus riches (soit environ 6% d'augmentation d'impôts pour les 1% des plus riches, et 9% pour les 0,1% des plus riches), Barack Obama démontrait qu'il était possible de réussir une cohabitation politique sans céder sur l'essentiel (voir l'article très complet d'Alix Meyer sur la falaise fiscale). Cette détermination est de bon augure pour le second mandat d'un Président qui a enfin compris que, face à des adversaires de la plus extrême intransigeance, le compromis n'était pas nécessairement la meilleure solution.

**Denis Lacorne, Directeur de recherche au CERI, vient de publier
De la religion en Amérique, Gallimard, coll. « Folio essais », 2012 (édition révisée et augmentée).**

⁷ Rappelons que, d'après les sondages de sortie des urnes, 71% des Latinos votaient pour Obama, 93% des Noirs, 73% des Asiatiques, 76% des gays, 60% des jeunes de moins de 29 ans, 55% des femmes (dont 67% des femmes célibataires). La grande majorité des Blancs non-hispaniques, des hommes, des protestants, des évangéliques conservateurs, des résidents des petites villes et des campagnes votaient pour le parti républicain. Les démocrates l'emportaient globalement, aussi bien aux élections présidentielles qu'aux élections de la Chambre des représentants. Mais le redécoupage électoral de 2012, favorable aux républicains, et l'extrême concentration urbaine du vote démocrate favorisaient la réélection d'une majorité de représentants républicains.